

## GÉOPOLITIQUE | CHRONIQUE

PAR SYLVIE KAUFFMANN

## La fracture médiatique

**N**ous ne sommes pas en guerre, nous sommes au travail. » Par cette phrase, le très sage rédacteur en chef du *Washington Post*, Marty Baron, cherchait, en octobre 2017, à rétablir un peu de sérénité au sein d'une profession que le président des États-Unis, Donald Trump, désigne régulièrement à la vindicte populaire, l'ayant officiellement rangée dans le camp des « ennemis du peuple » : les journalistes.

C'est pourtant ce même journal qui, quelques mois plus tôt, face à ce président pas comme les autres, avait adopté une posture volontairement provocatrice avec une nouvelle devise : « La démocratie meurt dans les ténèbres ». Alors ? Militant de la démocratie ou journaliste ? Peut-on – faut-il – être les deux à la fois ? Comment appliquer les canons du journalisme de qualité face à une Maison Blanche qui ne respecte ni les faits ni la vérité ? Au royaume de la liberté de la presse, le quatrième pouvoir, ou ce qu'il en reste, a du vague à l'âme.

La méthode Trump, explique Jay Rosen, professeur de journalisme à l'université de New York, « a brisé toutes les routines du journalisme. Même le fact-checking [vérification systématique des informations] n'a plus de sens », puisque le discours populiste rejette le journalisme fondé sur les faits. Et rien ne gêne moins Donald Trump que de se voir traiter de menteur – au contraire, ça galvanise son électeurat. « Le système est cassé, assure Jay Rosen, mais les journalistes ont beaucoup de mal à l'admettre. »

Les médias pouvaient-ils échapper à la crise générale des systèmes politiques des démocraties libérales, aux États-Unis et en Europe ? Non, bien sûr, puisque les journalistes, qu'ils le veuillent ou non, font partie des élites dénoncées par les partis extrémistes, nationalistes ou antisystème. Mais autant les politiques sont déstabilisés par la fracture démocratique aujourd'hui béante, autant les médias traditionnels pensent pouvoir surfer sur la tempête. Comme si, ayant déjà traversé depuis douze ans la crise de leur modèle économique, ils refusaient d'affronter une autre crise, celle du modèle journalistique.

**Le traumatisme du Brexit**

Pour l'instant, les chercheurs

s'alarment davantage que les rédacteurs en chef. Au Festival international de journalisme de Pérouse (Italie) début avril, Dan Gillmor, de l'université d'Arizona, évoquait une « menace existentielle ». Julia Angwin, une ancienne du *Wall Street Journal*, passée par le site *ProPublica*, voit se profiler une « tempête parfaite » avec trois composantes : le journalisme traditionnel empêtré dans ses problèmes de financement, l'ascension des dirigeants autoritaires, et les géants Google et Facebook, « qui s'érigent en gouverneurs mondiaux de l'expression, sans être soumis à une régulation ». Et ce nouvel environnement où « n'importe qui peut répandre n'importe quel mensonge » remet inévitablement en cause le

des technologies dépassées et des structures de pouvoir et de relations sociales différentes. »

Attention, avertit Jay Rosen, qui a mené l'an dernier une étude de la presse allemande pour la Fondation Bosch, dans laquelle il analyse l'incapacité des journalistes à poser toutes les questions au moment de l'arrivée massive de réfugiés en 2015 : le risque est de consacrer la fracture de la société. « Le populisme invite les usagers du journalisme à sortir du système, une menace qu'il faut prendre au sérieux », dit-il. C'est déjà le cas aux États-Unis : un tiers de l'électorat est isolé dans son propre circuit d'information, coupé des médias libéraux qu'il ne croit pas.

Plongés dans la tempête, les médias italiens sont à leur tour gagnés par le doute. « Oui, on fait beaucoup d'introspection, répond Beppe Severgnini, journaliste star du *Corriere della Sera*. Pour trouver quoi ? Pas grand-chose. On sait que la confiance du public dans le journalisme est au plus bas. On sait que la Ligue et le Mouvement 5 étoiles [au pouvoir] préfèrent nous contourner pour s'adresser directement à leurs électeurs, via Facebook ou Twitter. Malheureusement, beaucoup de journalistes ont du mal à renoncer à leurs vieilles habitudes et à leurs privilèges. Nous n'arrivons pas à nous poser la question fondamentale : comment espérer que les gens paient pour notre travail s'ils ne nous croient pas ? »

Et en France ? Une étude d'opinion, réalisée par Kantar-Sofres pour *La Croix* en janvier, a révélé une hausse de l'intérêt porté à l'actualité, après trois années de baisse – c'est la bonne nouvelle. Mais un quart des sondés seulement jugeaient que les journalistes étaient indépendants du pouvoir et de l'argent – c'est la mauvaise nouvelle. Les « gilets jaunes », organisés eux aussi en circuit parallèle sur Facebook, et leur critique d'un journalisme dont ils se sentent exclus tout en le rejetant, ont secoué les médias autant que le système politique. Ce n'est pas le premier avertissement ; l'engouement des médias pour le oui au référendum sur la Constitution européenne de 2005 et leur aveuglement sur le camp du non devaient pourtant être un cuisant souvenir. Il a nourri la méfiance. Elle n'a pas disparu ; raison de plus pour en explorer les causes. ■

**LES « GILETS JAUNES » ONT SECOUÉ LES MÉDIAS AUTANT QUE LE SYSTÈME POLITIQUE**

**AUX ÉTATS-UNIS, UN TIERS DE L'ÉLECTORAT EST ISOLÉ DANS SON PROPRE CIRCUIT D'INFORMATION**

dogme de l'objectivité, « un faux dieu », désormais contesté : pour quoi s'entêter à devoir présenter les deux côtés d'une histoire si l'on sait pertinemment que l'un est faux ?

Un autre traumatisme nourrit ce questionnement : le Brexit. Pour Alan Rusbridger, qui, après avoir dirigé la rédaction du *Guardian*, enseigne à présent à Oxford, les médias britanniques ont clairement failli dans leur devoir d'informer les citoyens sur les conséquences du Brexit. « Cela nous a menés à ce chaos effarant, avec, pire que l'échec du journalisme, l'échec du politique », dit-il. Le débat sur ce rôle des médias, cependant, se fait attendre : « Les journalistes n'en veulent pas, ancrés dans un modèle conçu pour